

# LA POLITIQUE DES PEUPLES LIBRES...

Existe-t-il, à l'usage des nations libres, une politique particulière, qu'elles soient tenues de suivre étroitement, et dont elles ne se puissent départir sans péril?

Toutes les nations sont obligées de suivre une politique conforme au principe de leur gouvernement, sous peine de compromettre l'existence de ce principe même; et des nations libres sont tenues de subordonner leur politique extérieure au principe de leur gouvernement, qui est la liberté.

La guerre, l'ambition, la conquête, sont conformes au principe des gouvernements despotiques; une nation libre doit donc repousser la conquête, l'ambition ou la guerre, comme contraires au principe de son gouvernement.

Voilà des vérités admises et reçues par tout le monde en Angleterre, en Suisse, et aux États-unis, partout où les hommes habitués à la pratique de la liberté, parlent ou écrivent sur des sujets politiques.

Ouvrez maintenant un journal français, de ceux qui ont la prétention de représenter plus particulièrement la liberté et la démocratie, et vous y lirez que la démocratie française doit faire la guerre pour aider les autres nations à constituer leur unité. Or, l'unité n'a rien de commun avec la liberté, l'unité c'est la force dans toutes ses manifestations, la force des armes remise à l'étranger, pour en faire au besoin contre nous, tel usage qu'il appartiendra.

Vous y lirez: qu'une des conséquences de la Révolution, conséquence bien peu prévue le soir du 18 juin 1815, c'est l'agrandissement de la Prusse; qu'au surplus les nations doivent se sacrifier les unes pour les autres; le tout écrit et signé par des gens qui pratiquent l'égoïsme individuel, en prêchant le sacrifice général.

Voilà ce que vous lirez dans nos journaux, ce que les étrangers y peuvent lire tous les jours, à notre plus grande confusion; et ce qui nous donnera la mesure exacte du chemin qui nous reste à faire avant d'arriver à la liberté politique, par l'intelligence des conditions qui la fondent.

Ainsi la guerre toujours et partout, la guerre pour des unités, les indépendances et des questions étrangères, telle est la politique qu'une presse soi-disant démocratique ose nous conseiller, après quatre-vingt ans d'une révolution inachevée, en face de ce grand problème de l'organisation de la démocratie, qu'il nous faut résoudre à tout prix.

Oui, c'est pour unifier l'Allemagne au profit du roi Guillaume, l'Italie au profit du roi Victor-Emmanuel, c'est pour ce grand objet si national et si démocratique, que la France, depuis quatre-vingt ans, a fait, écrit, pensé, souffert tant de grandes choses! La Révolution française avait ainsi, paraît-il, son dénouement marqué, ses destinées tracées d'avance. Après avoir ébloui le monde par la grandeur de ses pensées et l'éclat de ses débuts, elle devait finir ainsi, par la monomanie guerrière et le suicide belliqueux! Après avoir entrepris de régénérer la vieille Europe par ses idées, elle devait un jour, borner modestement son ambition à arrondir la maison Hohenzollen et la maison de Savoie! C'est *le Siècle* et *l'Opinion* qui l'affirment.

La politique dont nous recommandons les principes, la politique des peuples libres, a des visées bien différentes. Elle laisse les nations étrangères conquérir leur unité, et leur abandonne le soin de s'agrandir elle-mêmes. Uniquement appliquée à faire sortir de la Révolution des résultats pacifiques, elle ne comprend la guerre qu'entreprise pour la défense de l'honneur et des intérêts nationaux.

Les souffrances humaines la touchent profondément: non pas toutefois ces souffrances orgueilleuses de l'étranger réclamant pour sa patrie la force, au prix de l'unité, la gloire des armes, l'importance internationale, mais ces souffrances obscures et soumises de tant de millions d'hommes adonnés à leur labeur quotidien, souffrances que la guerre aggraverait et que la paix, la liberté seules, peuvent entreprendre de guérir.

La liberté n'est pas un vain mot destiné à retentir inutilement sous les voûtes d'une assemblée. La liberté c'est la sécurité, la sûreté; c'est la souffrance écartée, le bien-être accru, le salaire assuré; c'est l'instruction descendant de couche [...*mot illisible*...], portant son flambeau dans ces masses profondes vouées jusqu'ici à l'ignorance et à la misère, et les appelant définitivement à la lumière du jour.

Tel est l'affranchissement qu'il faut poursuivre plutôt que celui de telle ou telle province appartenant à tel ou tel peuple; affranchissement nécessaire, urgent, sacré, dont la guerre ne ferait qu'éloigner l'heure et retarder l'instant.

Dites, ne faut-il pas que la démocratie française entre en possession d'elle-même? Ses destinées, - est-il besoin de le dire? - ses destinées ne peuvent avoir qu'elle même pour objet. C'est de son bonheur que nous sommes jaloux, de son bien-être, de son instruction, de sa grandeur, et ce sont tous ces biens qu'il lui faut conquérir pour elle-même. Si les Italiens veulent la Vénétie, qu'ils la prennent; si les Prussiens sont avides de gloire militaire, qu'ils la conquièrent! Mais, pour Dieu! qu'on laisse la France à elle-même et qu'on ne la détourne pas du soin de sa liberté pour l'occuper de questions étrangères!

**Louis JOLY.**

-----